



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 16 AU 23 SEPTEMBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	4
AMERIQUE LATINE	11
ASIE - PACIFIQUE.....	14
EUROPE	15
PROCHE & MOYEN ORIENT	20
RUSSIE	22



AFRIQUE

LA FRANCE EN GUERRE CONTRE L'IMMOBILISME MALIEN ?

Samedi, le Mali célébrait le 58ème anniversaire de l'indépendance du pays. Pour l'occasion, le président Ibrahim Boubacar Keïta, qui entame tout juste son second mandat à la tête du pays, a une nouvelle fois érigé la sécurisation du pays en priorité absolue. Si de tels propos répondent à la pression croissante que fait peser la communauté internationale sur le gouvernement malien, ils sont tout particulièrement adressés à la France. La visite d'Etat de Jean-Yves le Drian à Bamako coïncide avec la volonté française de devenir un partenaire privilégié du Mali dans sa lutte contre le terrorisme. Ancien président du parlement, Keita a été réélu le mois dernier pour un second mandat de cinq ans, lors d'un vote éclipsé par la dégradation de la situation sécuritaire. Bamako éprouve de plus en plus de difficultés à contenir la violence touareg et islamiste qui gangrènent le nord du pays. La stabilité du Mali a été fortement ébranlée lorsqu'une alliance entre séparatistes d'origine touareg et insurgés islamistes, alimentée par un afflux soudain d'armes en provenance de la Libye, s'est emparée du nord à la suite du coup d'Etat de 2012 qui a ravagé une armée déjà exsangue. La France était intervenue militairement en 2013 et a depuis maintenu environ 4 500 soldats dans la région dans le cadre des opérations antiterroristes. Les accords de paix de 2015 entre le gouvernement central et les rebelles touaregs du nord doivent encore être mis en œuvre et les responsables français s'impatientent de plus en plus face au statu quo, craignant que Keita ne retarde davantage les élections législatives de novembre et décembre. En juin, le Conseil de sécurité de l'ONU avait accordé un délai de six mois pour appliquer les décisions prises en 2015. Le texte appelait au lancement du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), qui sert de pierre angulaire à la démobilisation ou à l'intégration des combattants dans l'armée ou la police maliennes.

LA "DECAPITATION" DE L'ARMEE ALGERIENNE SE POURSUIT.

Depuis le 26 juin, on assiste dans l'armée algérienne à un phénomène de « limogeage perlé ». D'abord, celui du directeur général de la sûreté nationale, Abdelghani Hamel, sur fond de trafic de drogue. Puis, le commandant de la



Gendarmerie nationale, ainsi qu'une quinzaine de généraux en août (dont le chef de la région militaire, le directeur du renseignement et le commandant des forces terrestres). Ce mardi 18 septembre, le ministère de la Défense a annoncé dans un communiqué que le général-major Abdelkader Lounès, alors commandant des forces aériennes, a été mis à la retraite. Le ministère clame la nécessité d'une "alternance habituelle" dans les plus hautes fonctions de l'Etat, mais les observateurs se divisent quant à l'interprétation véritable de ces purges. Qui en est le commanditaire, et pourquoi agir ainsi ? Certains analystes mettent l'accent sur une lutte des factions au sein de l'armée algérienne. Le Monde souligne ainsi que le général Salah, vice-ministre de la défense nationale et chef d'Etat major des armées, pourrait être l'instigateur de ces changements : en limogeant le général Hamel, il élimine un potentiel concurrent pour la succession au pouvoir en cas de vacance du pouvoir présidentiel. De plus, il préparerait l'armée à la succession de Bouteflika, en plaçant ses proches dans les plus hautes fonctions. A l'inverse, comme le relève RFI, d'autres observateurs pointent du doigt l'ombre de Bouteflika, qui semble concentrer le pouvoir au sein d'un cercle restreint d'affidés, dans l'optique d'une candidature prochaine pour un cinquième mandat présidentiel, à l'approche du scrutin d'avril 2019. Il s'agirait alors de saper toute tentative de coup d'Etat par un acte préventif aussi prompt qu'efficace. Pour le quotidien El Watan, la posture de Bouteflika et de son clan s'est renforcée depuis l'affaire de la cocaïne (qui incriminait le premier général limogé et son chauffeur privé) : le président semble donc vouloir s'assurer le service d'hommes loyaux. Ainsi, le gouvernement, par le biais de certains de ses médias (alg24.net et Ennahar) a fait savoir que les généraux-majors limogés étaient soupçonnés par une enquête judiciaire militaire de "trafic d'influence" et "d'abus de pouvoir". Plusieurs d'entre eux se seraient accaparés des "richesses incommensurables" et possèderaient des dizaines de sociétés spécialisées aux noms de leurs enfants. Les interprétations se cristallisent cependant sur un point : il ne s'agit ni d'un valse politique habituelle pour les autorités algériennes, ni d'une tentative de rajeunissement de l'armée, puisque les successeurs sont au moins aussi âgés que leurs prédécesseurs.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

LES ETATS-UNIS PRETS A REPENDRE LES NEGOCIATIONS AVEC LA COREE DU NORD

Alors que l'activité diplomatique bilatérale entre Washington et Pyongyang s'était réduite ces dernières semaines, la dynamique semble avoir été relancée à l'occasion du sommet entre les deux Corée qui a pris place du 18 au 20 septembre. Ainsi, le Secrétaire d'Etat Mike Pompeo a annoncé avoir invité son homologue Ri Yong Ho à New York la semaine qui vient afin de travailler sur l'objectif d'une dénucléarisation de la péninsule à l'horizon janvier 2021. La décision américaine semble se fonder sur des déclarations du président sud-coréen Moon Jae-in selon lequel la Corée du Nord serait disposée à accepter la présence d'experts étrangers lors de la fermeture du site de Tonchang-ri, dédié aux tests de moteurs de missiles et aux lancements. Selon Moon Jae-in, Pyongyang serait également prête à prendre des mesures additionnelles telles que la fermeture du site nucléaire majeur de Yongbyon à la condition que les Etats-Unis entreprennent certaines mesures non précisées.

Mike Pompeo a également invité les autorités nord-coréennes à se rapprocher au plus tôt de Stephen Biegun, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour la Corée du Nord.

Ce regain diplomatique a suscité l'enthousiasme du président Trump, contrastant avec les nombreux doutes émis par certains officiels et analystes. Par ailleurs, le mois d'octobre pourrait voir la reprise des négociations sur les recherches de dépouilles de soldats américains de la guerre de Corée.

NOUVELLE STRATEGIE CYBER : LES ETATS-UNIS A L'OFFENSIVE

La Maison-Blanche a annoncé que le président Trump avait signé la nouvelle Stratégie Cyber Nationale (*National Cyber Strategy*). Le Conseiller à la Sécurité nationale John Bolton s'est exprimé sur ce sujet devant la presse. Estimant qu'il s'agissait de la première stratégie nationale « *pleinement articulée* » dans le domaine, il a mis en exergue le caractère offensif que vont revêtir nombre d'actions cyber américaines, adressant ainsi une mise en garde aux adversaires des Etats-Unis. Ce document s'articule autour de quatre piliers : 1) protection du peuple, du territoire et du mode de vie américains; 2) promotion de la prospérité américaine; 3) préservation de la paix via la force; 4) développement de l'influence américaine. Sa



version complète comprend des instructions précises dédiées aux agences fédérales. John Bolton a déclaré que la posture américaine consisterait à « *identifier, contrer, perturber, dégrader et dissuader tout comportement dans le cyberspace qui serait un facteur de déstabilisation et serait contraire aux intérêts nationaux* ». En outre, l'accent est mis sur le levier économique que représente l'action cyber. Il convient enfin de noter que ce texte s'inscrit dans la continuité du rejet par le président Trump le mois dernier d'une directive de l'administration précédente visant à restreindre le recours aux actions cyber offensives (*Presidential Policy Directive 20*).

LE SENAT APPROUVE LE BUDGET DE LA DEFENSE 2019

Le Sénat américain a trouvé un accord massif (93-7) sur la proposition de budget de la défense 2019 d'un montant de 674 Mds\$ et en progression par rapport à l'an dernier, marquant une nouvelle étape vers une possible adoption du texte avant la fin de l'année fiscale. Le texte doit désormais être ultimement examiné par la Chambre des Représentants puis soumis au Président pour signature et promulgation. Le premier point ne devrait guère poser de difficultés au vu de l'accord trouvé précédemment par les deux chambres ; l'absence de dispositions sur le financement de la sécurité frontalière et l'édification du mur à la frontière avec le Mexique semble avoir suscité l'ire du Président jusqu'ici plutôt favorable à ce texte qui allait dans le sens des requêtes présidentielles. Si Donald Trump refuse la signature du texte, les Etats-Unis seraient confrontés à un nouvel épisode de « *shutdown* » gouvernemental partiel.

L'US NAVY SOUHAITE REMPLACER SES CROISEURS DE CLASSE *TICONDEROGA*

L'US Navy a initié la réflexion autour de la conception d'un nouveau navire de surface destiné au remplacement de ses croiseurs vieillissants de classe *Ticonderoga*. La marine américaine estime en effet qu'elle a besoin d'accroître sa force de frappe navale en misant à l'avenir sur des armes plus puissantes, notamment électromagnétiques ou laser.

L'US ARMY RECONVERTIT DEUX BRIGADES VERS LE COMBAT DE HAUTE INTENSITE

L'US Army a annoncé la conversion d'une brigade *Stryker* en brigade blindée et d'une brigade d'infanterie en brigade *Stryker*, marquant ainsi un réalignement clair de la force sur un modèle de combat de haute intensité contre des adversaires majeurs. Ce choix traduit la priorité nouvelle donnée à ce type de combat sur la



lutte contre-insurrectionnelle qui primait depuis 17 ans dans la stratégie américaine. Il s'agit également de répondre à la demande accrue de déploiements des brigades blindées américaines, très sollicitées en sus de leurs rotations de 9 mois au Koweït, en Corée du Sud et en Allemagne.

L'US AIR FORCE VA PARTICIPER A UN EXERCICE AERIEN MAJEUR EN UKRAINE

L'US Air Force a annoncé sa participation à l'exercice multinational *Clear Sky*, le plus important exercice aérien organisé par l'Ukraine. Cette contribution américaine devrait inclure environ 450 personnels, sur un total de 950 militaires émanant de neuf Etats. En termes de matériels, l'USAF va engager un panel d'appareils variés : un F-15D, des F-15C *Eagles*, des C-130J *Super Hercules*, des KC-135 et des drones MQ-9 *Reaper*.

L'exercice se tiendra principalement sur la base de Starokostiantyniv, à 150 km au sud-ouest de Kiev. Les entraînements porteront sur un large spectre d'opérations : souveraineté aérienne, interdiction aérienne, attaque au sol, mobilité aérienne, *Medevac*, cyberdéfense et récupération de personnels.

L'US AIR FORCE ACCROIT LES CAPACITES DU MQ-9 REAPER

L'USAF poursuit la montée en puissance des capacités de son drone MQ-9 *Reaper*. Ainsi, elle a effectué le premier atterrissage automatique d'un drone MQ-9 *Block 5*, renforçant ainsi l'autonomie de cet appareil. Par ailleurs, l'USAF a également conduit avec succès le premier tir de missile air-air sur un autre drone depuis un drone MQ-9, renforçant ainsi sa létalité.

L'IRAN EST LE PREMIER SPONSOR MONDIAL DU TERRORISME SELON LE DEPARTEMENT D'ETAT

Dans son étude annuelle sur le terrorisme à l'échelle mondiale, le Département d'Etat estime que l'Iran demeure le principal Etat soutien du terrorisme, accusant Téhéran de participer à l'intensification de certains conflits et de tenter d'affaiblir plusieurs gouvernements à travers le Moyen-Orient. Le rapport dénonce les « réseaux terroristes affiliés » et les forces par procuration de Téhéran, qui ont « fait preuve d'une portée quasi mondiale » en matière d'action terroriste. Par ailleurs, ce rapport souligne la diminution des attaques terroristes à l'échelle planétaire.



LES ÉTATS-UNIS ACCUSENT LA RUSSIE DE DISSIMULER DES VIOLATIONS DES SANCTIONS CONTRE LA COREE DU NORD

Lundi dernier, lors d'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, les États-Unis ont accusé la Russie de violer de manière « *systématique* » les sanctions contre la Corée du Nord ainsi que de d'avoir tenté de dissimuler les violations, qu'elles soient gouvernementales ou privées, ou bien même commises par d'autres états. D'après Nikki Haley, les États-Unis ont relevé au moins 148 pétroliers livrant des produits raffinés à la Corée du Nord, produits reçus par des transferts illégaux entre navires. Ces violations s'élèveraient à au moins 800 000 barils de produits raffinés pour les huit premiers mois de 2018, même si Haley précise qu'en réalité, sur cette période, Pyongyang aurait pu recevoir quatre fois les 500 000 barils annuels autorisés.

L'ambassadeur russe auprès des Nations Unies, Vassily Nebenzia a nié cette allégation et a accusé les États-Unis de rendre toute entente diplomatique avec Pyongyang impossible en lui demandant la dénucléarisation sans rien en retour. « *Les sanctions ne peuvent remplacer la diplomatie* » a-t-il précisé. En effet, les États-Unis ont utilisé les sanctions pour peser dans les négociations bien que leurs efforts pour renforcer ces sanctions aient été stoppés par la Russie et la Chine au sein du Conseil de Sécurité. Des sanctions renforcées sont donc appliquées unilatéralement par Washington., sanctions dont la liste, où figurent de nombreux citoyens russes et chinois, a été modifiée trois fois en août et déjà deux fois en septembre par le *Treasury Department*.

NOUVEAU COMMANDANT POUR LES FORCES AMERICAINES EN COREE DU SUD

A la fin du mois de septembre, le général Robert Abrams passera devant le *Senate Armed Service Committee* avant d'être confirmé comme le nouveau commandant des forces américaines en Corée. Nommé en juin dernier pour prendre la suite du général Vincent Brooks, en poste depuis 2016, Abrams occupera une fonction centrale alors que les États-Unis continuent de négocier pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne et que le stationnement de forces ainsi que les exercices effectués dans la région occupent une nouvelle place depuis ces négociations. Depuis 2015, le général Abrams était à la tête du *Army Forces Command* et donc de la préparation du déploiement des forces américaines depuis le territoire fédéral. Diplômé de l'*US Military Academy* en 1982, il a commandé la *3rd Armored Division* (aujourd'hui inactive), la *1st Cavalry Division* et la *3rd Infantry Division*.



LA DEFENSE INTELLIGENCE AGENCY ALLOUE POUR 500M\$ DE CONTRATS

La *Defense Intelligence Agency* a annoncé avoir attribué pour 500M\$ de contrats pour cinq ans à huit entreprises et un organisme de recherche dans le cadre du programme dit *HELIOS*. Ce programme vise à développer des capteurs et des technologies transverses destinées à des applications dans les domaines suivants : positionnement dans l'espace, menaces spatiales, Internet des objets, vol de données et prototypage rapide.

FOSSE GRANDISSANT ENTRE DONALD TRUMP ET JAMES MATTIS ?

La presse américaine se fait l'écho d'un mécontentement possible du président Trump à l'égard de son Secrétaire à la Défense James Mattis, préfigurant un potentiel départ de ce dernier. Le Président serait en effet frustré devant les prises de position équilibrées et nuancées du SECDEF, ce qui se traduirait par le glissement du surnom de ce dernier, de « *Mad Dog* » à « *Moderate Dog* » ! Néanmoins, il convient de demeurer très prudent à ce sujet, ces tensions n'ayant rien de nouveau, (comme en témoignent les divergences marquées entre le Président et le SECDEF sur le retrait du JCPOA ou le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem) et James Mattis y ayant apporté un démenti très ferme.

LE PENTAGONE REFUSE L'ENVOI DE MARINES A TAIWAN

Le Secrétaire à la Défense James Mattis aurait opposé une fin de non-recevoir à une requête du Département d'Etat qui aurait souhaité le déploiement d'un détachement de *Marines* pour assurer la protection d'une nouvelle ambassade officieuse à Taiwan, dénommée « *Institut Américain à Taiwan* » et susceptible d'accueillir jusqu'à 450 personnes. Conformément à la politique dite « *One China Policy* », Washington ne reconnaît pas officiellement Taiwan comme Etat souverain, néanmoins, depuis son élection, le président Trump a fait un certain nombre de gestes en direction de Taipei, ce qui pourrait expliquer ce dernier développement.



INDUSTRIE DE DEFENSE

- L'*US Air Force* a attribué à un contrat d'un montant de 7Mds\$ à *Lockheed Martin* pour la fourniture de la prochaine génération de satellites dédiés au système *GPS*. Il ne s'agit guère là d'une décision surprenante puisque le géant industriel a déjà fourni les 10 satellites de la première génération. Le contrat porte sur 22 nouveaux satellites d'une version plus récente, dénommés *GPS III F* (*GPS III Follow-On*). D'après les termes du contrat, le premier lancement de *GPS III F* devrait avoir lieu en 2026.
- L'*US Air Force* a également octroyé un contrat d'un montant de 2,9Mds à *Boeing* pour un quatrième lot de 18 ravitailleurs en vol *KC-46*, faisant passer à 52 le nombre d'appareils commandés sur un total de 179 que l'*Air Force* s'est engagée à acquérir pendant la durée du programme.
- L'*US Navy* a attribué au chantier naval *Huntington Ingalls* un contrat d'un montant de 104M\$ pour la modernisation des systèmes de propulsion nucléaire de ses sous-marins.
- Le Commandement des opérations spéciales (*USSOCOM*) a octroyé à *Sierra Nevada Corporation* un contrat d'un montant de 47M\$ pour la fourniture d'équipements de communication, traduisant bien l'importance du rôle joué par les forces spéciales dans les opérations conduites par les Etats-Unis.

SELON LA SECRETAIRE A L'AIR FORCE, LA FORCE SPATIALE DEVRAIT COUTER 13 MILLIARDS DE DOLLARS ADDITIONNELS

L'*US Air Force*, sous la direction de sa Secrétaire Heather Wilson, a développé un plan visant à permettre la concrétisation de la *Space Force* appelée de ses vœux par le président Trump. Selon un mémorandum présentant ce plan, la constitution de la *Space Force* coûterait 13Mds\$ sur les cinq prochaines années. Ce montant considérable se ventilerait ainsi : 2,2Mds pour les éléments des quartiers généraux, 1,8Md pour les « *unités chargées du contrôle* », 7,2Mds pour les éléments de la force spatiale, 595M pour le recrutement de personnel additionnel et 1Md pour la construction du bâtiment abritant le nouveau commandement.



En outre, 13000 personnels supplémentaires seraient requis pour mettre en œuvre la nouvelle force, s'ajoutant aux personnels en charge de l'espace issus des différentes armées.

L'US AIR FORCE SOUHAITE SE DOTER DE 74 ESCADRONS SUPPLEMENTAIRES

A l'occasion de son discours inaugural lors de l'*Air Force Association's Air, Space, Cyber Conference*, la Secrétaire à l'*Air Force* Heather Wilson a mis en exergue le retour à « *une ère de rivalité entre grandes puissances* », prenant comme illustrations les manœuvres *Vostok* 2018 en Russie ou encore le dévoilement du premier porte-avions chinois de construction nationale ainsi que la militarisation par Pékin d'îles contestées en mer de Chine méridionale. Selon elle, la conséquence pour les forces aériennes américaines de ce nouvel état de fait stratégique est une forte remontée en puissance, se traduisant par la nécessité de se doter de 74 escadrons additionnels d'ici à 2030, se traduisant par le recrutement de 40000 personnels supplémentaires et faisant passer le nombre d'unités de l'USAF de 312 actuellement à 386, ce qui lui conférerait une posture crédible face à Moscou ou Pékin. Cet accroissement de près d'un quart de la force aérienne américaine se trouve au cœur d'une proposition élaborée ces six derniers mois par l'*Air Force*, intitulée "*the Air Force we need*", qui vise à déterminer la posture qui permettrait à l'*Air Force* de : « *l'emporter face à un adversaire de rang équivalent; défendre le territoire national; fournir une dissuasion nucléaire crédible; contrer une puissance moyenne [...] et lutter contre l'extrémisme violent* ».

L'EGYPTE SOUHAITE ACQUERIR UNE LARGE QUANTITE D'OBUS POUR SES CHARS ABRAMS

Le Département d'Etat a donné son aval à la vente pour près de 100M\$ d'environ 60000 obus de 120mm destinés aux chars Abrams de l'armée égyptienne. La majeure partie de ces munitions consiste en obus d'entraînement, visant à renforcer la préparation opérationnelle des forces égyptiennes engagées dans la lutte contre Daech dans le Sinaï.



AMERIQUE LATINE

BRESIL : LA FORCE AERIENNE DU BRESIL (FAB) SOUHAITE COMMERCIALISER SA BASE SPATIALE.

La Force aérienne du Brésil (FAB) souhaite ouvrir sa base spatiale de Alcantara à une utilisation commerciale à partir de 2019. Selon Luis Fernando de Aguiar, le directeur du Programme spatial brésilien, « *le Brésil à l'intention de nouer un accord pour la protection des droits de propriété intellectuelle avec les Etats-Unis, qui permettra d'ouvrir la base d'Alcantara au commerce l'année prochaine.* » Située au Nord du Brésil, dans l'État de Maranhão, la base d'Alcantara offre des conditions idéales de lancement grâce à sa proximité avec la ligne de l'Équateur, qui permet d'économiser près de 30% du carburant et de transporter une cargaison encore plus importante. La base d'Alcantara était jusqu'alors réservée au lancement de fusées et satellites brésiliens. Elle rejoindra la longue liste de bases spatiales commerciales disponibles dans le monde entier comme Cap Canaveral aux Etats-Unis ou Kourou en Guyane française.

IMPORTANCE DE L'ANTARCTIQUE POUR LA MARINE BOLIVIENNE

A l'occasion de la conférence *Traité Antarctique* et de la participation de la Bolivie en Antarctique, l'officier de la Marine nationale Alberto Edgar Torrez Alvarez a souligné l'importance stratégique de la région antarctique pour son pays. Il a rappelé le droit et l'opportunité de la Bolivie à développer sa présence dans cette région, permettant ainsi de briser son caractère enclavé historique. La Bolivie développe actuellement de nombreux projets d'accès à la mer tels que le recours à la Cour de La Haye pour les terres chiliennes voisines ou la voie fluviale Parana-Paraguay.

HAÏTI : NOUVEAU MINISTRE DE LA DEFENSE

Enold Joseph est devenu le 17 septembre dernier le nouveau Ministre de la Défense d'Haïti suite à sa nomination par le Président Jovenel Moïse. Ce renouvellement ministériel s'inscrit dans un contexte de réorganisation des Forces Armées haïtiennes démantelées en 1996 et récemment refondées. La cérémonie de nomination a été l'occasion pour les officiels de rappeler les défis climatiques, stratégiques et politiques actuels dans l'espace caribéen et latino-américain :



désordres environnementaux, trafics, coopération.

CHILI : RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE DE DEFENSE AVEC LA CHINE

Du 28 au 30 août derniers, la 2e version de la Commission Conjointe pour l'Échange et la Coopération (CCIC) a réuni à Pékin les représentants des Ministères de la Défense chilien et chinois. La délégation chilienne menée par l'ambassadeur Luis Palma a pu visiter les installations stratégiques chinoises notamment celles de Sastind, China Xinxing et Cpmiec. La Défense chilienne notamment le ministre Alberto Espina se montre favorable à la poursuite de la coopération stratégique avec le partenaire chinois. Cette relation bilatérale s'appuie notamment sur la cyberdéfense.

MEXIQUE : PANORAMA DU PARC D'HELICOPTERES MILITAIRES

A l'occasion du précédent défilé organisé pour l'anniversaire de l'indépendance nationale, la place des hélicoptères a été remarquable. Si les fabricants affrontent à l'heure actuelle des défis logistiques, la force aérienne mexicaine est notamment composée d'appareils *Airbus Helicopters*, *Sikorsky* et *Augusta Westland*. Le modèle *H225M Cougar* pouvant embarquer jusqu'à 28 soldats permet de les déployer où cela est nécessaire. Il réalise en particulier des missions de secours et d'aide humanitaire. Le modèle *UH-60M Blackhawk* est un appareil multifonctionnel qui peut réaliser différentes missions grâce à son système technologique avancé. Le *Bell 407 GX* bénéficie lui d'une nouvelle cabine de vol et de systèmes technologiques avancés afin de réaliser des missions de secours, évacuation médicale, surveillance et transport armé.

PEROU : REUNION AVEC LA DELEGATION BOLIVIENNE

La XVIII^e table-ronde entre les Hauts Commandements des Forces Armées du Pérou et de la Bolivie a eu lieu à la Paz, en Bolivie, du 17 au 19 septembre derniers. La représentation bolivienne a été menée par l'amiral Yamil Borda Sosa, alors que l'amiral José Luis Paredes Lora a conduit la délégation péruvienne. Ces rencontres bilatérales lancées en 1992 permettent aux deux pays de renforcer leur coopération stratégique notamment dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, le narcotrafic et les désastres naturels. Cette réunion va permettre l'organisation



d'exercices bilatéraux, la réalisation d'images satellites ainsi que le renforcement de la coopération entre les deux nations.



ASIE – PACIFIQUE

WASHINGTON SANCTIONNE PEKIN POUR SA RELATION AVEC MOSCOU

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils appliqueraient des sanctions à l'égard de la Chine pour l'achat d'avions de combat Su-35 et de missiles sol-air S-400 auprès de la Russie. Ces contrats ont été réalisés par le Département du développement de l'équipement de la Commission militaire centrale (DDE) qui se voit désormais interdit de postuler pour des licences d'exportation aux Etats-Unis ainsi que d'y réaliser des opérations financières. Ces sanctions sont appliquées dans le cadre de la loi fédérale CAATSA de 2017 (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act) qui vise non pas Pékin, mais Moscou en raison notamment de l'annexion de la Crimée.

SINGAPOUR DEVELOPPE SES CAPACITES DE RAVITAILLEMENT EN VOL

Singapour vient de recevoir le premier des 6 ravitailleurs A330 MRTT cette semaine. Début septembre, l'avion faisait une première apparition à l'occasion d'un défilé aérien commémorant les 50 ans de l'aviation militaire singapourienne. Ces avions remplaceront les Boeing KC-135R dont certains volaient depuis 60 ans environ (d'abord dans l'US Air Force puis dans la Republic of Singapore Air Force). Les A330 MRTT augmenteront considérablement l'endurance en vol de la flotte d'avions de combat du pays. Notons que l'A330 MRTT dispose aussi de capacités de transport de matériels et de transport de troupes. C'est un avion multi-rôle très attendu des aviateurs de la cité-état.



EUROPE

IMBROGLIO DIPLOMATIQUE EN SYRIE A LA SUITE DE LA DESTRUCTION D'UN AVION DE RECONNAISSANCE RUSSE.

Un avion de reconnaissance de l'armée de l'air russe de type Iliouchine Il-20 a été abattu par la défense anti-aérienne syrienne ce lundi 19 septembre à environ 35 km des côtes, tuant les 15 personnels à bord. En même temps, quatre F-16 de l'armée de l'air israélienne prenaient part à des frappes contre des objectifs dans cette même région. Les missiles S-200 de l'armée syrienne, de conception russe, se seraient accrochés à l'Il-20 au lieu des F-16, ces derniers présentant une trace thermique moins importante.

Le ministère de la défense russe a indiqué, juste après l'attaque, par l'intermédiaire du média Sputnik, que les radars de l'armée russe auraient détecté un départ de missile depuis la FREMM Auvergne, navigant en Méditerranée orientale, laissant entendre que l'Il-20 aurait été détruit par la marine nationale. Paris a rapidement démenti toute intervention, selon les propos du porte-parole de l'état-major des armées.

Cet imbroglio diplomatique révèle toutefois la tension régnant dans les cieux syriens, traversés par les aéronefs des principales armées du monde.

DES BOMBARDIERS RUSSES AU-DESSUS DE LA MER DU NORD : LA ROYAL AIR FORCE REAGIT

Jeudi 20 septembre, la *Royal Air Force* a intercepté deux bombardiers russes de type Tupolev 160 au-dessus de la Mer du Nord, alors qu'ils approchaient de l'espace aérien britannique. Le ministère de la défense du Royaume-Uni s'est aussitôt fendu d'un communiqué déclarant : *“Nous n'hésiterons pas à défendre en permanence notre ciel contre toute agression”*, et rappelant la double menace que fait peser la Russie par de telles actions. Celles-ci attisent en effet les tensions avec l'Europe et entraînent un danger potentiel pour l'aviation civile, puisque les avions militaires russes ne se déclarent pas auprès des organes chargés de la sécurité des vols civils dans l'espace aérien international.



La Russie a riposté par un communiqué prétendant que le vol était planifié, et que la *Royal Air Force* avait “*par tradition*” procédé à une interception.

LA MINISTRE DES ARMEES ENTERINE L’ACCELERATION DE LA LIVRAISON DES AVIONS POLYVALENTS “MRTT PHENIX”

D’après un communiqué de presse du ministère des armées, et conformément aux dispositions inhérentes à la prochaine loi de programmation militaire pour les années 2019 à 2025, Florence Parly a récemment entériné l’accélération de la livraison des avions *MultiRôle Transport Tanker* Phénix.

Initialement prévue pour 2025, la livraison de douze avions MRTT Phénix, qui s’appuient sur les technologies des avions de ligne Airbus A330, a en effet été avancée à 2023. Ceux-ci ont vocation à remplir deux objectifs essentiels pour les armées : d’une part, remplacer « la flotte actuelle de ravitaillement en vol C135-FR et KC135R » ; d’autre part, suppléer la flotte « de transport stratégique de personnel et de fret A310 et A340 » par des appareils notamment en mesure d’assurer un « transport médicalisé en cas d’évacuation sanitaire ».

En juillet 2017, l’ancien chef d’état-major de l’armée de l’air, le général d’armée aérienne André Lanata (*remplacé au cours de l’été 2018 par le général d’armée aérienne Philippe Lavigne*) avait en effet appelé de ses vœux une « accélération de la cadence de livraison des A330 MRTT », confiant aux députés de la commission de la défense nationale et des forces armées que les armées prenaient « un risque excessif » avec la flotte de C135, n’étant « plus en mesure de prévoir et de maîtriser les conséquences de son vieillissement sur les enjeux essentiels de dissuasion, de projection de puissance et de mobilité stratégique ».

ARRIVEE AU LIBAN D’UN NAVIRE HYDRO-OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE ITALIENNE

« L’ Amiral Magnaghi », navire hydro-océanographique de la marine italienne, est arrivé le 18 septembre à Beyrouth. Durant une période de quarante jours, dans le cadre de la mission militaire bilatérale italienne au Liban (Mibil), l’équipage du navire mènera des missions d’entraînement en coopération avec la marine libanaise afin d’en renforcer les capacités, notamment défensives.

Cette coopération étroite entre les deux pays s’inscrit dans la volonté affichée par



Rome le 15 mars dernier d'apporter un soutien de long-terme aux forces armées libanaises. Déjà, en 2016, l'Italie avait fait don d'un navire hydrographique au Liban et avait lancé un programme de formation destiné aux officiers des forces libanaises.

ARGUS, L'EXERCICE FRANCO-DANOIS EN ARCTIQUE

Compte tenu de la fonte des glaces, la croissance des activités économiques et touristiques dans le Grand Nord n'est pas sans risque d'accidents maritimes, bien au contraire. En réponse, la France et le Danemark ont récemment conduit leur tout premier exercice commun de recherche et sauvetage (SAR) en zone arctique.

Baptisé *Argus 18*, l'entraînement s'est déroulé au Groenland du 3 au 10 septembre derniers. A l'initiative de la France, il était organisé par le *Joint Arctic Command* (JACO) danois, chargé de coordonner les opérations de recherche et de sauvetage en mer, mais aussi les crashes aériens et les accidents terrestres, sur une zone qui s'étend du Groenland aux îles Féroé.

Pour l'exercice, la France a mobilisé l'avion de surveillance maritime *Falcon 50* de la Flottille *24F* et le patrouilleur *Fulmar* basé à Saint-Pierre-et-Miquelon. Ils ont été accompagnés par les avions *CL604 Challenger* de la *Royal Danish Air Force*, ainsi que par le patrouilleur pôle *HDMS Knudsen Rasmussen*. S'y est ajouté l'hélicoptère *Sea King* de la compagnie civile *Air Greenland*, affrété par les autorités danoises pour des missions SAR au Groenland.

L'exercice a montré de très bons résultats opérationnels, ce qui permet d'envisager de nouveaux entraînements sur le même modèle. En ce sens, étaient présents en tant qu'observateurs un officier supérieur de commandement maritime de l'Atlantique et un officier supérieur du corps des garde-côtes américains, en vue d'une éventuelle participation américaine à la prochaine édition.

VENTE DE 24 EUROFIGHTER AU QATAR : PREMIER PAIEMENT REÇU

Le site d'information espagnol *infodefensa* faisait état en début de semaine des attermolements qataris sur le contrat signé à Doha en décembre 2017, portant acquisition de 24 chasseurs Eurofighter moyennant 5 milliards d'euros.

Il est vrai que des retards de paiement avaient plongé le contrat dans une relative incertitude ; pour autant, BAE Systems a reçu le premier versement, ce qui entérine finalement la vente. Les pilotes qataris seront formés conjointement par la Royal



Air Force, et par l'armée de l'Air du Qatar.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND AURAIT VALIDÉ LA LIVRAISON D'ARMES A LA COALITION ARABE PRESENTE AU YEMEN

Alors qu'en janvier dernier, le porte-parole du gouvernement allemand, Steffen Seibert, déclarait que le conseil fédéral de sécurité ne donnerait plus d'autorisations d'exportation d'armement aux pays impliqués dans la guerre du Yémen, il semble qu'un volte-face ait été opéré.

Une lettre signée par le ministre de l'économie, Peter Altmaier, évoque la livraison d'une série d'armements dont quatre radars de contre-batterie d'artillerie à l'Arabie Saoudite, 385 armes antichars à la Jordanie et 7 systèmes anti-aériens à l'Égypte. Si cet épisode a valu à la coalition dirigée par Angela Merkel des critiques acerbes, les palinodies allemandes en matière d'autorisations d'exportations ne sont pas nouvelles.

Sigmar Gabriel, ministre des affaires étrangères avant son remplacement en mars dernier, avait déjà annoncé en 2014, date de son entrée en fonction, qu'il interdirait les exportations d'armement vers les zones de conflit. Pour autant, déjà en 2017, sur 25,1 milliards d'euros d'exportations d'armements - un record historique - 15 milliards étaient destinés à des pays hors OTAN - un chiffre en hausse de 45% par rapport à 2016. L'Égypte (708 millions, +77%), l'Arabie Saoudite (254 millions) et les Émirats arabes unis (213 millions, +25%) figuraient déjà parmi les meilleurs clients.

GUERRE DU YEMEN : VOLTE-FACE DE L'ESPAGNE QUI MAINTIENT LA LIVRAISON DE MISSILES A L'ARABIE SAOUDITE

Après plusieurs jours de flottement, le gouvernement socialiste espagnol a décidé d'honorer un contrat d'une valeur de 9,2 millions d'euros signé avec l'Arabie Saoudite en 2015, sous l'ancien gouvernement conservateur. La livraison de 400 missiles à guidage laser à l'armée saoudienne est donc maintenue, en dépit des soupçons de "crimes de guerre" perpétrés au Yémen par les Saoudiens à la tête de la coalition pro-gouvernement. Dénoncées dans un rapport onusien à la fin de l'été et relayées par plusieurs ONG comme Oxfam ou Amnesty, les violences commises par la coalition saoudienne auraient touché des civils et des enfants. En réaction, le ministère de la défense a évoqué une mise en suspens du contrat dans un



communiqué diffusé durant la première semaine de septembre, comme nous l'évoquions dans notre newsletter du 10 septembre.

Pour autant, le ministre des affaires étrangères Josep Borrell a annoncé le jeudi 13 septembre que l'Espagne comptait assumer ses engagements commerciaux vis-à-vis de la monarchie saoudienne. Sur la radio Onda Cero, il a motivé ce retournement en expliquant que le contrat ne présentait "aucune irrégularité justifiant de ne pas l'honorer", tout en mentionnant "l'extraordinaire précision" des bombes qui ne produisent "pas de dommages collatéraux".

La décision du gouvernement espagnol intervient après plusieurs jours de débats quant aux conséquences d'une annulation, en particulier le risque de représailles commerciales concernant un autre contrat d'un montant de 1,8 milliard d'euros pour 5 navires de guerre "corvette" pour la marine saoudienne. Ce contrat représente 5 900 emplois dans la région de Cadix d'ici 2022 pour l'entreprise publique Navantia. Ses salariés ont exprimé leur inquiétude pendant la semaine face aux retombées sociales de l'annulation de "la plus grosse commande de ces vingt dernières années" selon les mots de Margarita Robles, ministre de la défense.



PROCHE & MOYEN ORIENT

SYRIE - ARRESTATION D'UN JIHADISTE BRITANNIQUE PAR LES FDS

Samedi 22 septembre, les FDS (milices pro-kurdes syriennes) ont annoncé avoir arrêté à Hajin il y a un mois, un pharmacien de nationalité britannique membre de Daech. Alors que le territoire contrôlé par le groupe se réduit, les défections et arrestations de combattants devraient croître. Cette arrestation pose des questions juridiques complexes, alors que le gouvernement britannique a choisi de retirer la nationalité à certains des jihadistes partis au Levant, les FDS refuse de les juger sur place (jugement qui n'aurait d'ailleurs aucune autorité puisqu'il serait rendu par une milice paramilitaire). Les pays de leurs nationalités d'origine n'ont pas les moyens, ni la volonté de s'occuper de leurs cas, les laissant actuellement dans un vide juridique.

IRAN – ATTENTAT CONTRE UN DEFILE MILITAIRE DANS LE SUD-OUEST DU PAYS

Durant un défilé militaire fêtant le 38^{ème} anniversaire du déclenchement de la guerre Iran-Irak, les forces armées iraniennes et les Gardiens de la Révolution islamique ont été attaqués par quatre hommes armés samedi matin vers 9 heures. Les assaillants, dont l'identité n'a pas encore été révélée, étaient en tenue militaire et ont utilisé des armes automatiques durant la fusillade. La présence d'explosifs n'a pas été rapportée. Cette attaque aurait entraîné la mort de 29 personnes, dont au moins 11 soldats et un enfant, et fait plus d'une cinquantaine de blessés. L'attentat a été perpétré à Ahvaz, capitale de la province du Khuzestan jouxtant l'Irak, qui a la particularité d'être majoritairement peuplée d'Arabes et agitée par des revendications identitaires anciennes contre le régime des Mollahs et de maintenir la province dans le délaissement malgré sa richesse en pétrole. Ce conflit contre le pouvoir central a entraîné très tôt la création de différents mouvements insurrectionnels dont le Mouvement patriotique et démocratique d'Ahvaz qui a revendiqué l'attentat samedi matin. Daech a aussi revendiqué la fusillade via son agence officielle *Amaq*, affirmant que le Président iranien Rohani était présent lors du défilé avant de publier un nouveau communiqué corrigeant cette erreur factuelle. La véracité de cette revendication est douteuse car la capacité de projection de Daech est aujourd'hui en déclin, d'autre part l'agence *Amaq* revendique presque toutes les attaques contre les ennemis de Daech même si l'implication de l'organisation est fautive, enfin le communiqué d'*Amaq* reprend très



largement le communiqué officiel de Téhéran démontrant le manque d'informations en propre. La piste menant à des groupes insurrectionnels arabes semble la plus plausible. Elle viendrait venger la mort en novembre 2017 d'un de leur chef, Ahmad Mola Nissi, assassiné devant chez lui aux Pays-Bas. Les autorités officielles iraniennes ont quant à elles accusé Israël et les pays du Golfe d'être derrière l'attaque et promettant une réponse « terrible ».



RUSSIE

LA CHINE REAGIT AUX SANCTIONS AMERICAINES POUR LA COOPERATION MILITAIRE SINO-RUSSE

Le 21 septembre dernier, le porte parole du Ministère des affaires étrangères chinois, Gen Shuang, a déclaré que les sanctions adoptées par le Trésor américain, ce jeudi 20 septembre, contre la coopération militaire sino-russe étaient une “grossière violation du droit international”. Les propos du Ministre ont été relayés par l’agence russe de presse Interfax. Il appuie sa contestation en assurant que la Chine s’attache à respecter ces mêmes normes internationales dans sa coopération militaire avec la Russie. Cette dernière s’est en effet accentuée par l’achat récent par la Chine de missiles S-400 (Code OTAN SA21 Growler) et d’avions de chasse multirôles Soukhoï-35 (code OTAN Flanker-E) Le ministre Gien Shuang a déclaré que la Chine a adressé en réponse, au Département d’Etat américain, une note relative à ces sanctions.

CENTENAIRE 1918: LE KREMLIN REPONDRA “EN TEMPS VOULU” A L’INVITATION FRANÇAISE

“Nous répondrons en temps voulu”. Le 20 septembre dernier, Dmitri Peskov, porte-parole du gouvernement russe, a déclaré cette phrase à propos de l’invitation adressée à Vladimir Poutine par son homologue français Emmanuel Macron, à l’occasion des célébrations du centenaire de l’armistice de la Première Guerre mondiale. Cette cérémonie pourrait réunir les chefs d’Etat de plus de 80 pays.

En effet, la France et la Russie étaient alliées dans ce conflit, jusqu’en 1917, date de la révolution bolchévique qui sonne le retrait russe du conflit. Cependant, dans le cadre de la Triple Entente, les armées du Tsar s’étaient engagées aux côtés des Français, avec notamment le Corps Expéditionnaire russe, qui avait combattu en Champagne, dans les Ardennes, mais aussi en Macédoine, avant d’être dissous en 1917 par le nouveau gouvernement bolchévique, et transformé par la France en Légion russe d’honneur, au sein de l’armée française.



SYRIE : MOSCOU ET ANKARA SIGNENT UN ACCORD DE DESESCALADE DANS LA PROVINCE SYRIENNE D'IDLIB.

Mardi 18 Septembre une réunion du collège de la défense russe s'est tenue à Moscou, pilotée par Sergei Shoigu, afin d'évoquer le plan de stabilisation de la Syrie. La veille, une réunion bilatérale russo-turque s'est tenue à Sotchi concernant la mise en œuvre d'un plan de désescalade dans la province syrienne d'Idlib. L'objectif de l'accord est d'éviter le recours à une offensive de Damas contre le dernier bastion rebelle. L'ONU a salué l'accord, après plusieurs mises en garde contre le recours à la force par le régime, qui aurait plongé la province dans une inéluctable catastrophe humanitaire.

Moscou et Ankara ont convenu de la création, d'ici le 15 Octobre 2018, d'une zone tampon le long de la ligne de contact. Elle s'étend de 15 à 20 km entre les zones rebelles et les zones gouvernementales. Le 10 Octobre 2018, toutes les armes lourdes devront être retirées et la zone vidée des derniers groupes. Vladimir Poutine a mis l'accent sur l'organisation Jabhat al – Nusra, aujourd'hui connue sous l'appellation Hei'at Tahrir al-Sham (HTC).

Ce processus fera l'objet d'un contrôle permanent et conjoint des forces turques et de la police militaire russe. Malgré des positions clivantes sur le dossier syrien, l'accord a pu voir le jour au regard du coût politique et humain que représenterait une offensive pour Moscou et Ankara. En effet si Damas recourait à la force, la Turquie, qui s'est fermement opposée à une intervention militaire du régime, ferait face à un afflux massif de réfugiés à sa frontière, avec un risque de déstabilisation intérieure. La coopération turco-russe perdrait en confiance et le rôle moteur de la Russie dans le conflit remis en question par Ankara. Par ailleurs, la réticence, si ce n'est le refus européen de composer avec Assad dans la reconstruction syrienne post conflit serait exacerbée et contribuerait à davantage à isoler Moscou. L'Union Européenne et les Nations Unies ont appelé au respect du cessez le feu par toutes les parties au conflit. Si l'accord permet une « trêve » et éloigne le spectre d'une tragédie humaine à Idlib, il dispose d'une importante contrainte calendaire et reste en partie soumis à la bonne volonté des groupes rebelles.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata-Goldman, François Gaüzère-Mazauric